

Module 2_Croissance et développement de l'économie et de la sociologie

2.1. La croissance économique

COURS 2

COMMENT INTERPRETER LA CROISSANCE ECONOMIQUE ?

Introduction du cours 2 et mise en perspective du cours 3 « Quels sont les principaux modèles d'analyse de la croissance ? »

Pourquoi la richesse produite dans les pays les plus développés a-t-elle été multipliée par quatorze depuis les années 1820 ? Pourquoi après la Seconde Guerre Mondiale, le Japon a-t-il eu une croissance économique beaucoup plus soutenue que les pays occidentaux ?

Dans le cours 2, nous verrons les interprétations qui s'efforcent de trouver les facteurs de la croissance réelle. Quels sont ces facteurs ? Comment se combinent-ils ? Si dans les années 1950-1960, le modèle de Rostow ambitionne de fonder un modèle universel et linéaire de croissance économique, sa contestation permet d'en montrer d'importantes limites et d'enrichir le débat sur l'interprétation de la dynamique de la croissance. Les interprétations de la croissance se fondent sur une approche historique dans le temps (d'où la nécessité de connaître la chronologie d'Angus Maddison, le cours 1).

Dans le cours 3, nous verrons les modèles d'analyse de la croissance. Les premiers à réfléchir sur les facteurs de la croissance définie comme l'accumulation du capital (le capital par tête) et à vouloir les théoriser sont Smith et Ricardo. Ils retiennent trois facteurs : le travail, le capital et la terre. Mais leur vision de la croissance est pessimiste et comporte d'importantes fragilités théoriques. Les premiers modèles théoriques, mathématisés, datent de l'après 1945. A la différence des courants d'interprétation de la croissance, **les modèles économiques appuient leur réflexion sur une vision stylisée et non pas historique de la croissance.** Ces modèles d'analyse de la croissance réfléchissent au rôle que joue l'accumulation des diverses formes de capital car à court terme, les effets de l'accumulation sont ignorés. Si le modèle d'Harrod et de Domar, d'influence keynésienne, conclut qu'aucune croissance réelle ne peut être équilibrée, ils sont contredits par Robert Solow, néoclassique, qui offre pour la première fois une vision optimiste de la croissance réelle entre 1950 et 1970 : stable spontanément et durable à condition d'introduire le progrès technique aux côtés du facteur travail et capital. L'investissement, sur le long terme, devient un élément de la demande mais surtout un facteur d'offre. Il faut ensuite attendre les années 1990 pour assister au renouveau d'une réflexion sur la croissance avec les théories de la croissance endogène, comme si les années 1970-1990 avaient stérilisé les débats face à une croissance réelle perdue. Les années 1990 voient l'affirmation des théories de la croissance endogène expliquent davantage la croissance par les comportements des agents, motivés par le gain, et de nombreuses variables macroéconomiques.

I/ LE « MODELE » DE ROSTOW ET SES LIMITES : UNE CROISSANCE ECONOMIQUE LINEAIRE ET DETERMINISTE ?

A/ Le modèle de Rostow : La Grande-Bretagne est la première à débiter sa croissance et se place comme leader depuis le début de la Révolution industrielle

· La Grande-Bretagne a servi de modèle à la théorie du développement de Rostow (voir doc 1 ci-dessous)

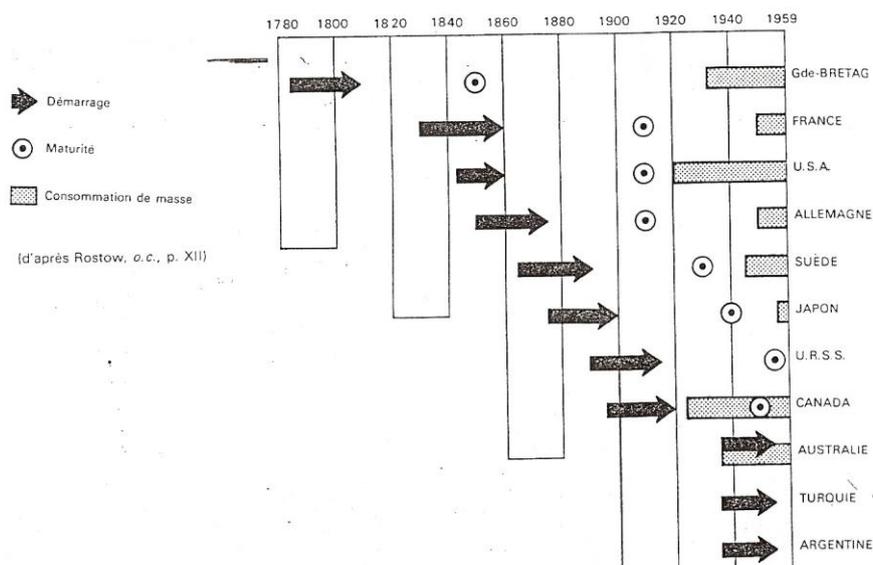
· Dans les années 1960, le modèle de Rostow propose une approche linéaire du développement et définit cinq étapes que doivent suivre tout pays souhaitant se développer :

- **Etape 1 : les pays connaissent une « société traditionnelle ».** Elle est marquée par **une économie dominée par l'agriculture vivrière** où les moyens de production sont limités avec un progrès technique faible. Les structures sociales sont très hiérarchisées, marquée par des hiérarchies d'ordres. Le pouvoir central est assez faible. **Les économies sont enclavées** en raison de la faible présence des moyens de transports modernes, de l'importance des douanes intérieures et de l'absence de l'uniformisation des poids, des mesures. La monnaie circule peu. Le troc est le moyen d'échange le plus utilisé. Ces sociétés traditionnelles sont donc marquées par de **faibles taux de croissance économiques et démographiques**, fortement dépendantes des aléas climatiques et des conflits qui entraînent des **famines, des épidémies et des guerres.**

- **Etape 2 : les pays connaissent « les conditions préalables au décollage »,** cad un changement des mentalités propice à un début d'accumulation du capital. Les sociétés sont désormais plus sensibles aux idées de progrès et d'éducation. **Les sociétés connaissent alors une révolution agricole et démographique, perçue comme un préalable à toute révolution industrielle.**

- L'autorité de l'Etat central se renforce et facilite de nouvelles dynamiques :
 - ✓ La **révolution agraire** (statut juridique de la propriété afin de limiter le morcellement de la terre. Ex : phénomène des enclosures dès le XVIème siècle en Angleterre)
 - ✓ **L'unification progressive du marché intérieur** avec la construction des grandes infrastructures et l'assouplissement voire disparition des douanes intérieures, l'harmonisation des poids et des mesures etc...
 - ✓ L'essor d'un **premier système bancaire**
 - ✓ L'essor du **commerce international** qui s'inscrit notamment dans les premiers territoires coloniaux dont la conquête est pilotée par l'Etat.
- L'introduction des innovations dans l'agriculture permet ainsi l'augmentation de la production agricole. La population meurt moins. Les sociétés entrent dans la phase 1 de la transition démographique (baisse de la mortalité et maintien de la natalité traditionnelle). La libération de la main d'œuvre la plus précaire dans les campagnes et l'augmentation démographique permettent au secteur d'une première industrialisation de trouver la main d'œuvre nécessaire à son essor.
- Hausse du niveau de l'épargne et de l'essor d'un premier système bancaire.
- Emergence d'une nouvelle catégorie d'individus appelés « les entrepreneurs » par Rostow. Ils se caractérisent par le goût du risque afin d'engendrer du profit. Ils ont un rôle clé dans la création et la diffusion des innovations.
- **Etape 3 : les pays connaissent le « take off », la phase de décollage de la croissance qui est cruciale.** Elle ne couvre qu'une période de 10 à 30 ans. L'étape 3 est la conséquence d'une combinaison de 5 conditions :
 - Percée technologique
 - Hausse du taux d'épargne et de l'investissement le taux d'investissement atteint se situe entre 15 et 20 % du revenu national. Pour résoudre le problème de l'épargne interne (« saving gap »), il faut faire appel au financement externe et s'ouvrir à l'économie internationale.
 - Création d'industries nouvelles porteuses d'effets d'entraînement sur l'activité et la modernisation de l'économie (ex : l'industrie textile puis les chemins de fer dans la 1^{ère} révolution industrielle)
 - Environnement politique et réglementaire favorables (rôle des institutions)
 - Une croissance économique autour des 2% par an, soit un rythme jamais connu auparavant.
- **Etape 4, les pays connaissent la maturité grâce à une production de plus en plus diversifiée.** Le progrès technique se diffuse dans la quasi-totalité des branches d'activité ce qui permet une forte hausse de la productivité des facteurs de production. On tend vers une production intensive. Les sociétés réfléchissent aux conditions de production de cette richesse nouvelle mais aussi à son partage et à son usage, ce qui crée une mobilisation de plus en plus forte du corps social entraînant une accélération de la démocratisation des systèmes politiques.
- **Etape 5, les pays connaissent « la société de consommation de masse »** (biens durables et services sont les principaux secteurs de l'économie) rendue possible par l'élévation des revenus et l'épanouissement de nouvelles méthodes et de production de masse (le tayloro-fordisme). Les classes moyennes deviennent dominantes dans la société ; le rôle des Etats augmente dans une logique redistributive notamment dans une logique d'Etat social puis providence. Les gains de productivité et l'élévation générale du bien-être des populations entraînent progressivement une tertiarisation de l'économie et l'évolution vers une société non plus industrielle mais des loisirs (baisse du temps de travail)
- **Entre 1850 et 1875, l'avance de la GB sur le reste du monde est à son apogée.** Le rayonnement britannique s'explique par **son avance technologique et la supériorité de son industrie** qui peut répondre à la très forte demande des pays qui souhaitent s'industrialiser. La GB s'affirme comme **l'usine du monde et le centre des échanges planétaires**. Les élites industrielles britanniques se convertissent au **libre-échange** après avoir défendu le protectionnisme (enjeu des « Indiennes »). Date symbolique : abolition des lois sur les céréales en **1846** qui protégeaient l'agriculture anglaise. Elle entraîne une spécialisation agricole dans les activités les plus rentables (élevage et production laitière) et accélère **l'exode rural et l'urbanisation** (en 1851, 51% de la population est urbaine contre 36% en Allemagne, 25% en France et seulement 13% aux Etats-Unis). Dès les années 1875, en Angleterre, la part des salariés dans la population active atteint 75% (57% en France en 1882, 63% aux Etats-Unis et 64% en Allemagne).

Document 1: Les « étapes » selon les pays



Source : D'après Rostow, *Les étapes de la croissance économique* 1963

B/ Un modèle qui néglige les spécificités nationales

1/ L'exemple de la France qui a connu une croissance économique sans « take-off »

· La France **accède au rang de puissance industrielle et autonome autour des années 1850** rivalisant avec l'économie britannique sans pour autant suivre le modèle britannique. Jusque dans les années 1980, on considérait que la France avait « raté » son take-off car le modèle de Rostow restait l'étalon de mesure pour analyser l'entrée dans la RI des Etats.

· Pour Richard Roehl¹, la France a suivi un modèle original marqué par l'absence de révolution agricole, l'absence d'accumulation du capital et un taux de croissance homogène entre la Révolution française et l'Empire (entre 1789 et 1815). La France au début du XIX^{ème} siècle **a suivi une voie originale adaptée à ses moyens de production marquée par le poids écrasant de l'agriculture, la faiblesse du système financier et du processus d'accumulation du capital (poids des industries légères, faiblesse des innovations en raison du poids des techniques domestiques) :**

- l'industrie est dualiste (proto-industrialisation²) pour deux raisons :

- un système bancaire encore archaïque qui ne permet pas de mobiliser efficacement l'épargne jusqu'aux années 1850. Les investissements lourds sont réservés aux seuls secteurs où la mécanisation est vraiment indispensable.
- Une population rurale encore très largement majoritaire. La France reste le premier pays le plus peuplé d'Europe (27,5 millions en 1780, 37 millions en 1860). Il existe donc de vastes réserves de main d'œuvre rurale sous-employées. L'accession à la propriété foncière a été impulsée par la Révolution française et a enraciné les paysans qui ont eu cependant besoin d'un revenu d'appoint possible grâce à la protoindustrialisation. De plus, les revendications des ruraux recoupent totalement celles des élites politiques et religieuses qui redoutent l'urbanisation et les grandes concentrations ouvrières en usine en raison de la peur des troubles sociaux et du recul de l'influence du christianisme auprès des ouvriers.

- Les ressources naturelles françaises, notamment en charbon, sont faibles alors qu'elle dispose d'une abondance de bois et d'énergie hydraulique. D'où la faiblesse de l'essor de l'industrie minière et donc le retard dans le secteur des chemins de fer.

¹ Richard Roehl, *L'industrialisation française, une remise en cause*, 1976.

² Protoindustrialisation (Mendel, 1969) : Activité de fabrication rurale, domestique et saisonnière pour des marchés extérieurs à la région de production, qui a précédé en Europe la révolution industrielle.

2/ Les interprétations contemporaines remettent même en cause le modèle de Rostow pour l'Angleterre

. **Kenneth Pomeranz**³ a cherché à démontrer les causes de l'antériorité industrielle de l'Angleterre en soulignant que les régions du Sud de la Chine (Yangzi) présentaient des conditions au décollage industriel plus avancées que l'Angleterre voire de toute l'Europe occidentale. **Le succès britannique viendrait d'une « contrainte écologique »** : la protoindustrie anglaise et sa croissance démographique auraient entraîné une pénurie de bois + l'utilisation de la houille aurait permis d'économiser des terres + début des comptoirs coloniaux a permis d'importer le coton brut. A l'inverse, la Chine doit consacrer la majorité de ses investissements à l'intensification de l'agriculture, l'empêchant de développer d'autres secteurs. Cependant, Pomeranz n'explique pas l'accélération des innovations scientifiques et des techniques en Angleterre et plus généralement en Europe à partir de la fin du XVIIIème siècle. Sa thèse a cependant le mérite de montrer que deux pays qui ont des conditions initiales semblables connaissent des voies et des résultats différents⁴.

. Joel Mokyr⁵ montre une **culture européenne spécifique** qui aurait favorisé la croissance, portée par le mouvement des Lumières. Elles auraient favorisé **la montée en puissance des sciences porteuses d'innovations** à la fois scientifiques, techniques mais aussi politiques (voir *l'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert) avec un assouplissement de l'absolutisme royal (despotisme éclairé). C'est donc ce nouveau climat intellectuel et politique favorable à l'épanouissement d'un savoir industriel qui expliquerait l'avancée de l'Europe occidentale.

C/ La théorie du retard/théorie du rattrapage de Gerschenkron⁶: la croissance n'est pas une accumulation de conditions préalables

1/ Les pays suiveurs mettent en place des « déviations graduelles » par rapport à la première industrialisation = ils adaptent l'exemple des pays pionniers à leurs spécificités nationales.

. Gerschenkron insiste sur **la diversité des conditions initiales, obstacles au décollage économique** qu'ont rencontrés la majorité des pays européens sensés « suivre » l'Angleterre et la France, entrées précocement dans la première révolution industrielle. Gerschenkron distingue donc **les « early starts » (Angleterre, France) et les « late comers » (les autres Etats)**. Il montre **la spécificité des solutions qu'ont adoptées les « late comers »** pour assurer un « rattrapage » des « early starts ». Pour Gerschenkron, les pays suiveurs n'imitent pas les pays pionniers. Ils suivent une série de « déviations graduelles » par rapport à la première industrialisation. Ainsi, en Allemagne, la révolution industrielle allemande ne débute véritablement qu'à partir des années 1850 avec la montée en puissance de la Prusse. L'Allemagne se distingue fortement de l'industrialisation anglaise et française par **le rôle central de l'Etat dans l'organisation de la croissance**. Dès les années 1830, l'Etat de Prusse achète les technologies et les techniciens à l'Angleterre pour combler son retard, instaure l'union douanière entre les Etats allemands (le « Zollverein » (1833-1834)) afin d'accroître le niveau de la demande, modernise le système bancaire dans une logique de banque-industrie, incite à l'adoption du statut de SA les entreprises pour qu'elles drainent davantage de capitaux et instaure le protectionnisme éducateur. L'Etat souhaite d'emblée établir des liens très étroits entre la recherche et son application industrielle ; il encourage la concentration industrielle et utilise aussi le ressort rôle idéologique du nationalisme (après les humiliations subies lors des guerres napoléoniennes, volonté de résister à l'influence anglaise). Après l'unité de l'Allemagne (1871), **l'Angleterre perd l'Allemagne comme client dans l'ensemble des secteurs stratégiques de la Révolution industrielle et s'inquiète de ce nouveau concurrent qui amorce le premier la seconde révolution industrielle.**

2/ Plus un pays est en « retard » par rapport à un pays pionnier, plus son développement industriel est rapide.

. En étudiant les voies spécifiques de l'industrialisation, Gerschenkron veut démontrer **une idée nouvelle : plus un pays est en « retard » par rapport à un pays leader, plus son développement industriel sera rapide**. Alors que la croissance s'est déroulée spontanément chez les « early starts », **la croissance est un objectif chez les latecomers**, porté par des Etats fortement impliqués dans une volonté de « rattrapage » afin de s'affirmer sur la scène géopolitique. **L'Etat joue donc un rôle central :**

- l'Etat favorise **l'introduction des technologies les plus modernes**, achetées puis copiées de l'étranger. Le capital développé est donc d'emblée très moderne, donc performant (production, productivité)

³ Kenneth Pomeranz, *La Force de l'Empire. Révolution industrielle et écologie, ou pourquoi l'Angleterre a fait mieux que la Chine*, 2009.

⁴ Cette approche contredit également la thèse de R. Solow (convergence conditionnelle des économies).

⁵ Joel Mokyr, *La culture de la croissance. Les origines de l'économie moderne*, 2020

⁶ Alexander Gerschenkron, *Economic Backwardness in Historical Perspective*, 1962

- l'Etat favorise **la concentration des entreprises** afin qu'elles aient un pouvoir de marché d'emblée important, en rivalisant avec la concurrence étrangère. D'où la rapidité des Trusts aux Etats-Unis (vers 1880 pour une révolution industrielle débutée vers 1850), les Konzern en Allemagne ou les Zaibatsu au Japon.
- l'Etat attire **les capitaux étrangers** en favorisant le passage à l'étalon-or et accompagne l'instauration des innovations bancaires et financières.
- l'Etat s'implique dans **le financement des infrastructures et des institutions** nécessaires à une économie moderne (les biens tutélaires comme les transports, l'essor des villes, l'éducation etc.)

. Cependant, **les pays suiveurs montrent souvent une forte dépendance technologique et financière vis-à-vis de l'étranger**. Les pays suiveurs ne connaissent pas non plus le même degré de démocratisation de la vie politique pour les Etats anciens (à la différence des Etats-Unis, pays jeune). Au contraire, l'implication de l'Etat dans l'industrialisation renforce le pouvoir central. La majorité des pays suiveurs sont donc des **Etats en général autoritaires laissant peu de place à la contestation sociale et se défiant des nouvelles masses ouvrières**. C'est le cas notamment de la Russie, étudiée par Gerschenkron. Si l'agriculture reste un frein en Russie en raison de structures très archaïques qui peinent à se réformer, le **ministre des Finances Serguei Witte (1893-1903)** assure le décollage industriel : fort protectionnisme, appel aux capitaux étrangers facilité par **l'adoption de l'étalon-or (1897)** afin de rassurer les investisseurs et une politique industrielle favorisant **les cartels**. L'Etat finance directement des infrastructures de transport et de nombreuses industries lourdes. Il encourage l'essor du secteur privé et l'extraction du charbon pour développer les industries de base. Les $\frac{3}{4}$ des besoins nationaux sont couverts vers 1900. **Plusieurs problèmes pénalisent la Russie : la dépendance à l'égard des capitaux étrangers dans tous les secteurs clés de l'économie (ex : les « emprunts russes » en France)**. Puis, la Russie connaît un fort déséquilibre entre **des villes modernes, en plein essor et un monde rural encore très largement structuré par des formes archaïques**. La **Russie est enfin travaillée par l'agitation révolutionnaire** car malgré la modernisation économique, la majorité du peuple russe reste dans la misère, la classe moyenne montante grâce au développement administratif se montre sensible aux idées libérales et rejoint la contestation face à un gouvernement très conservateur qui refuse la démocratisation du pays comme le symbolise la création d'une police politique secrète (l'Okhrana).

II/ DE NOMBREUX AUTEURS PRIVILEGIENT D'AUTRES INTERPRETATIONS DE CETTE CROISSANCE DEPUIS LE XIXEME SIECLE, QUE L'ON PEUT CLASSER EN DEUX GRANDS AXES : LE MARCHÉ ET LES INSTITUTIONS EN GENERAL / LE PROGRES TECHNIQUE

A/ La croissance serait surtout due au rôle de l'évolution du marché et des institutions⁷

1/ La thèse du désencastrement de Karl Polanyi⁸ : l'économie s'est émancipée du reste des relations sociales en voyant le triomphe des forces du marché

- Karl Polanyi étudie l'économie occidentale du XV^{ème} siècle à la Seconde Guerre Mondiale. Il compare les sociétés traditionnelles, définies comme holistes (l'individu n'est qu'un élément constitutif de la société qui lui est supérieure), aux sociétés modernes marquées par le libéralisme (place centrale accordée à l'individu qui poursuit ses intérêts personnels) à partir du XIX^{ème} siècle. Il montre que progressivement, l'économie s'émancipe du reste des relations sociales : c'est le désencastrement.
- Le désencastrement est possible avec l'instauration puis le triomphe de la logique marchande (économie de marché) et la monétisation des facteurs de production (capital, travail, terre). Deux phénomènes sont à l'origine du début du désencastrement : les enclosures en Angleterre et l'afflux de métaux précieux en Europe via la péninsule ibérique, à partir du XVI^{ème} siècle. **L'économie s'affirme comme le cœur et la finalité de la société** (et non plus comme une activité parmi d'autres).
- Cependant, Polanyi démontre qu'aucune économie ne peut fonctionner durablement que dans la seule logique de marché car il ne peut suffire à fonder le lien social. Après un apogée entre 1830 et 1930, Polanyi souligne la faillite de l'économie de marché conduisant à la ruine des démocraties qu'incarne l'ascension du fascisme italien et l'affirmation du soviétisme en URSS. Pour Polanyi, le marché autorégulateur des classiques n'est qu'un mythe et il n'existe pas de lois naturelles en économie. Pour durer, les forces du marché doivent être en partie mises sous le contrôle de l'Etat et de la société.

⁷ Ce I/ A/est d'après les pages 235 à 238 du Manuel *Economie aux Concours des Grandes Ecoles*, Nathan 2019

⁸ Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, 1944

2/ Le rôle des institutions est le facteur central pour expliquer la dynamique de la croissance

a/ *Les institutions doivent assurer les droits de propriété et réduire les coûts de transaction : l'apport de Douglass North*

● **Douglass North**, l'un des principaux auteurs du courant institutionnaliste, rejette l'idée que l'accumulation du capital, du capital humain et du progrès technique soient les facteurs principaux de la dynamique de la croissance. Pour lui, **c'est l'évolution des institutions qui est la clé pour comprendre la croissance car les institutions assurent l'efficacité de l'économie**. Il souligne l'importance capitale des droits de propriété : c'est la mise en place d'un système qui en assure la protection et l'efficacité qui enclencherait selon lui le processus de croissance. Au XIX^{ème} siècle, en Angleterre, l'affirmation des droits de propriété sur la terre avec les enclosures aurait permis la naissance d'une agriculture commerciale. Cette révolution agricole aurait ensuite favorisé l'éclosion de la révolution industrielle.

- Avec la hausse des taux de croissance, les coûts de production baissent sur le long terme grâce aux innovations mais les coûts de transaction (les coûts qui pèsent sur les échanges au sens très large) augmentent. En effet, des contraintes existent sur ces échanges, à la fois formelles (constitutions, lois, droits de propriété) et informelles (croyances, religions, mentalités influençant le comportement). **C'est donc en modifiant les institutions que les coûts de transaction ont fortement baissé**. L'approche de Douglass North est intéressante car elle offre une alternative au modèle néoclassique tout en restant dans une dynamique d'économie de marché. **Il réintroduit l'importance des coûts particuliers dans les mécanismes de marché** : à l'inverse de la pensée néoclassique, il tient compte du fait que les biens ne sont pas immédiatement disponibles sans coût de transport, sans coût de l'information et les services échangeables ne sont pas gratuits (ex : actes administratifs comme l'enregistrement des droits de propriété au sens large (ex : dépôts des statuts d'une entreprise)).

- Ainsi, dans les sociétés primitives, les coûts de production sont élevés faute de division du travail et de moyens technologiques mais les coûts de transaction sont faibles car les marchés sont peu étendus et les relations sociales relèvent de la confiance réciproque. En revanche, dans les sociétés modernes, c'est l'inverse. Les coûts de production sont de plus en plus bas mais les coûts de transactions sont de plus en plus élevés (North estime qu'ils représentent plus de 40% du PIB américain dans les années 1970). Donc, les sociétés modifient en permanence leurs institutions afin de faire baisser les coûts de transaction : réduire le coût des contrôles qui évitent les fraudes, réduire le coût d'accès à l'information alors que la diversité des produits s'accélère etc. Cette évolution des institutions aurait débuté dès la fin du Moyen Age avec la mise en place de systèmes juridiques (notaires) et bancaires, puis l'instauration de marchés de capitaux (les bourses). L'affirmation des Etats centraux a été une étape décisive si elle a débouché sur l'essor de l'initiative individuelle et l'esprit d'entreprise.

● **Douglass North** montre que l'évolution des institutions s'inscrit nécessairement dans le temps long selon un sentier préétabli (« la dépendance au sentier »). Les choix initiaux et les évolutions historiques expliquent les trajectoires de croissance souvent différentes entre les différents pays. Les institutions ne sont pas efficaces en soi, pouvant expliquer même l'échec de certains pays (l'Europe de l'Est par exemple).

b/ *Les néoinstitutionnalistes dans les années 2000 dépassent l'approche de Douglass North par les concepts d'institutions extractives et inclusives.*

● Deux auteurs sont représentatifs du courant des néoinstitutionnalistes : Daron Acemoglu et James A. Robinson⁹. Ils veulent dépasser l'idée de Douglass North des contraintes formelles et informelles qui pèsent sur les échanges en créant un nouveau concept : les institutions extractives et inclusives :

- **les institutions extractives** : institutions au service d'une minorité, d'une élite qui tire des rentes de l'activité du reste de la population. Cette élite accapare l'ensemble des facteurs de production et construit des systèmes de protection des rentes de situation. Ce sont ces institutions extractives qui expliqueraient les difficultés de développement de nombreux pays d'Afrique mais aussi les décalages entre les pays développés lors de la première révolution industrielle.

- **les institutions inclusives** : institutions qui permettent le partage du pouvoir entre les différentes composantes de la société. Elles assurent une égalité juridique et une reconnaissance forte des droits de propriété. Elles permettent donc que chacun récolte une partie de la richesse produite. La participation et la représentation de tous les groupes de la société conduisent à la démocratie.

● Comment les sociétés sont-elles passées d'institutions extractives à des institutions inclusives ? Daron Acemoglu et James A. Robinson remontent au Moyen Age. La peste noire (XIII^{ème} siècle) a brisé les féodalités ; les guerres révolutionnaires et napoléoniennes ont diffusé dans toute l'Europe les idéaux de 1789 (constitution, égalité des droits civiques, libertés fondamentales) qui ont à terme conduit à la reconnaissance de l'individu et de sa protection par des

⁹ Daron Acemoglu et James A. Robinson, *Prospérité, puissance et pauvreté. Pourquoi certains pays réussissent mieux que d'autres* (2015). Les auteurs partent de l'étude des deux parties de la ville de Nogales, à cheval entre les Etats-Unis et le Mexique. Ils remontent aux origines de sa croissance pour mieux comprendre le contraste. Pour les auteurs, la seule explication pertinente pour rendre compte de la divergence de croissance et de développement des deux parties de la ville alors qu'elles ont le même climat, le même peuplement, les mêmes contraintes géographiques, ce sont les institutions.

systèmes juridiques de plus en plus aboutis. Certaines institutions extractives ont pu conduire à de la croissance économique, comme en URSS mais sa disparition en 1991 et les très importants déséquilibres économiques et sociaux montrent qu'elles aboutissent à d'importants blocages et qu'elles sont incapables d'assurer le bien-être de sa population.

c/ Les critiques d'une dynamique de croissance qui serait fondée exclusivement sur les institutions

- Dani Rodrik¹⁰ (2003) établit trois grandes familles d'arguments pour expliquer la croissance et le développement :
 - la géographie : principal déterminant pour le climat et les ressources naturelles d'un territoire mais qui influence aussi la morbidité, les coûts de transport et la diffusion des influences externes comme la technologie
 - le commerce international et l'insertion dans la division internationale du travail permettant la convergence des économies. La croissance serait à la conséquence d'une insertion des pays à la mondialisation.
 - les institutions dont l'importance est supérieure à la géographie et au commerce international.
- Eric D. Beinhocker (2006) : son approche se fonde sur une perspective évolutionniste afin de souligner la complexité économique au cœur de la dynamique de croissance. L'économie dépendrait de réseaux qui assurent la diffusion de l'innovation, des sentiers de croissance et du degré d'appréhension des risques par les agents économiques. Selon lui, les marchés sont fluides et adaptatifs, beaucoup plus changeants que les agents et les entreprises.

B/ La croissance serait surtout due au rôle du progrès technique et de l'innovation au sens large : l'apport de Schumpeter et des néoschumpétériens

1/ Pour Joseph Alois Schumpeter, le progrès technique et l'innovation au sens large sont les facteurs principaux qui expliquent la dynamique de la croissance.

- Le progrès technique et l'innovation au sens large ont permis depuis le XIX^{ème} siècle d'assurer la hausse de la productivité, la baisse des prix et l'accroissement de la production. Pour Schumpeter, l'innovation correspond à 5 formes :
 - innovation produit = on fabrique un produit nouveau
 - innovation de procédé = on invente des nouvelles manières de produire
 - nouvelle organisation du travail = on invente de nouvelles manières d'organiser les salariés
 - utilisation de nouvelles matières premières
 - conquêtes de nouveaux marchés = on trouve de nouveaux débouchés aux produits et aux services.
- Pour Schumpeter, l'innovation est donc au cœur d'un **phénomène de « destruction créatrice » portée par une minorité d'entrepreneurs innovateurs** = pendant la phase de l'expansion, une minorité d'entrepreneurs innovateurs lancent leurs innovations et bouleversent la routine de la production. Face à leur succès et donc aux profits qu'ils dégagent grâce à cette innovation, les autres entrepreneurs les imitent. Les nouveaux secteurs ont donc besoin de plus en plus de capitaux et de main d'œuvre pour s'épanouir. Ces capitaux et cette main d'œuvre sont donc prélevés des anciens secteurs d'activité qui n'intègrent pas les innovations. Ce glissement des capitaux et de la main d'œuvre d'un ancien secteur à un secteur innovant est la « destruction créatrice » = les anciens secteurs périssent voire sont condamnés à disparaître (= destruction) mais les nouveaux secteurs créent de la croissance économique, soit des profits et de l'emploi (= création). C'est cette « destruction créatrice » qui est le moteur du capitalisme libéral, cad qui explique la dynamique de la croissance économique.

2/ Les néoschumpétériens dans les années 1980 parlent plutôt de paradigmes techno-économiques au cœur de la dynamique de la croissance

- Giovanni Dosi a été le premier à mettre en avant les limites des approches traditionnelles de l'innovation.
 - Si l'innovation est surtout empirique lors de la Première Révolution Industrielle, cad qu'elle est le résultat d'une série d'améliorations faites par les entrepreneurs-innovateurs, elle évolue rapidement en donnant une place centrale à une recherche scientifique organisée. C'est donc avec la concentration des entreprises, particulièrement visible lors de la 2^{ème} Révolution industrielle, que les innovations et les techniques se multiplient et se sophistiquent toujours plus. L'innovation géniale, d'une minorité d'entrepreneurs innovateurs, devient rarissime et aboutit souvent à l'apparition de secteurs radicalement nouveaux comme les NTIC fin du XX^{ème} siècle.
 - L'innovation ne serait pas uniquement « techno push » comme l'affirme Schumpeter. Une innovation « techno-push » est une innovation qui crée une demande nouvelle (l'offre gouverne donc la demande). Pour Giovanni Dosi, l'innovation est aussi « demand pull » cad que l'innovation est aussi provoquée par la demande des consommateurs. Il y a donc interaction entre la science (à la source de l'innovation) et le marché.
- A partir du XX^{ème} siècle, ce lien devient très important à la différence du XIX^{ème} siècle :

- ✓ **Les moyens scientifiques et techniques sont de plus en plus coûteux** pour mettre au point l'innovation (enjeu des inputs scientifiques)
- ✓ **Une Recherche et Développement de plus en plus complexe** en raison de produits de plus en plus sophistiqués. Les entreprises d'ailleurs développement des partenariats de « coopétition » cad que, bien que rivales, elles sont obligées de travailler ensemble sur la production d'un bien ou d'un service car chacune d'elle est leader sur un segment de technologie.
- ✓ **L'arbitrage entre les projets tend à sélectionner uniquement ceux qui portent la promesse de la plus forte rentabilité économique.** C'est ce point qui explique le pessimisme de Schumpeter sur l'avenir de la croissance, dès le XIXème siècle. En raison selon lui de la disparition des entrepreneurs innovateurs avec la concentration toujours plus forte des entreprises dont il est le contemporain. L'innovation va se mourir avec la disparition des entrepreneurs-innovateurs qui seront remplacés par des équipes de recherches scientifiques dont la commande est d'assurer uniquement le profit aux propriétaires de l'entreprise, les capitalistes. Ce que Schumpeter n'a pas vu, c'est la force de la concurrence de plus en plus mondiale entre les grands groupes oligopolistiques qui imposent la course aux innovations et la survie de l'esprit de l'entrepreneur-innovateur chez les fondateurs et/ou gestionnaires de ces grands groupes. En revanche, les projets sélectionnés ne sont pas les plus éthiques, cad s'inscrivant désormais dans une logique de développement durable, sauf s'ils affichent la rentabilité espérée pour l'entreprise. La demande apparaît uniquement comme une orientation des innovations mais on ne saurait la considérer comme un véritable moteur.

● Les travaux de G. Dosi ont été repris et enrichis par des auteurs qualifiés de « néoschumpétériens »¹¹. Selon eux, les arbitrages des acteurs économiques sont décisifs en matière de technologie, assurant ou non la généralisation de l'innovation. **Le processus de RD est cumulatif.** On change de trajectoire quand la maturité d'une innovation est atteinte. Depuis les débuts de la Révolution industrielle, plusieurs systèmes techniques sont apparus avant de décliner tout en donnant naissance à une intensité capitaliste toujours supérieure apportée par chaque nouveau système. Au sein de chaque système technique qui explique donc la dynamique de la croissance, il y a un facteur clé : le coton et la main d'œuvre abondante et peu coûteuse (fin XVIII-début XIXème), le charbon au XIXème, l'acier après 1860, le pétrole jusqu'aux années 1930. La crise des années 1970 peut être alors lue comme la transition entre un système technique fondé sur le pétrole bon marché et les produits qui en sont dérivés (chimie, plastiques...) par des firmes orientées vers la production de masse et un nouveau système technique fondé les processeurs et l'informatique entraînant les « clusters » des NTIC.

| | Période | Inventions et innovations majeures | Innovations dérivées et effets d'entraînement |
|--|--|--|--|
| Première révolution industrielle | Fin XVIII ^e , début XIX ^e siècle | Machine à vapeur (charbon), machinisme et mécanisation | Métallurgie, boom du textile cotonnier |
| Révolution ferroviaire | 1840-1870 | Locomotive, rails en acier | Transports ferroviaires, sidérurgie |
| Deuxième révolution industrielle | Fin XIX ^e , début XX ^e siècle | Moteur électrique, moteur à explosion (pétrole) | Électromécanique, automobile, industries chimiques |
| « Révolution scientifique et technique » | Lendemain de la Seconde Guerre mondiale | Électronique, physique nucléaire, chimie de synthèse | Énergie nucléaire, textiles synthétiques, premiers ordinateurs |
| Troisième révolution industrielle ou révolution des NTIC | À partir des années 1970 | Microélectronique, informatique, « révolution biologique » | Bureautique, télématique, robotique et automatisation, biotechnologies |

Extrait de Manuel Nathan, id, p. 241

¹¹ Carlotta Perez, Christopher Freeman, Richard R. Nelson, Sidney G. Winter

III/ A PARTIR DES ANNEES 1970, UNE LECTURE NOUVELLE DE LA CROISSANCE FAIT DEBAT : LA CROISSANCE POST-INDUSTRIELLE REPOSERAIT SUR DES ELEMENTS IMMATERIELS, POSANT A TERME L'ENJEU DE SA STAGNATION.

A/ UNE ECONOMIE POST-INDUSTRIELLE : LE TRIOMPHE DE L'IMMATERIEL ?

1/ Une nouvelle logique économique à partir des années 1970

• Daniel Bell, sociologue américain, popularise l'idée de l'avènement d'une société post-industrielle (1973) : **l'important n'est plus la production matérielle mais celle d'informations et de connaissances**. Cette tendance s'est considérablement accélérée depuis les années 1980. Toutes les grandes économies (pays de l'OCDE) se trouvent à la frontière technologique. Il ne reste que les émergents qui se trouvent dans une situation de rattrapage. **Il faut désormais innover et non plus seulement imiter.**

• **La dynamique de la croissance semble reposer sur des éléments immatériels** : savoirs, connaissances, nouvelles idées, contacts, modalités d'organisation. Les entreprises investissent massivement pour acquérir des actifs immatériels.

Le capital immatériel¹²

| Capital humain | Capital structurel interne | Capital relationnel externe |
|------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| Savoir-faire | Marques | Clients |
| Savoir-être | Brevets, innovations, RD | Fournisseurs et sous-traitants |
| Leadership et communication | Organisations et procédures | Partenaires-sociaux |
| Climat social | Systèmes d'information | Environnement et société |
| Motivation, fidélité, appartenance | Organigramme | Actionnaires |

2/ Une « économie du savoir » ?¹³

Les années 1970-1990 ont été marquées par les précurseurs de ce que l'on appelle « l'économie du savoir », cad une économie **fondée sur 4 pôles** : **le savoir ; les technologies numériques de l'intellect (TNI) ; les finances**, souvent localisés au sein d'**agglomérations intensives en connaissances**.

• **1^{er} pôle : le SAVOIR**, on distinguera **deux courants contrastés**. **Un courant d'origine universitaire**, relativement peu connu des économistes et des sociologues, qui se réfère au « **capitalisme cognitif** » et se situe dans la mouvance de l'école de la régulation (Boyer, 2004). **Un second courant, d'essence plutôt néolibérale**, est qualifié souvent d'**économie fondée sur la connaissance** (ou d'économie de la connaissance). Il se situe dans la mouvance des travaux de l'OCDE et plus généralement de ceux produits au sein d'organisations internationales, comme l'Union européenne : - « le courant du capitalisme cognitif » (concept 2001) : la crise sociale du fordisme peut être interprétée comme une véritable rupture historique dans la dynamique longue du capitalisme. Elle entraîne l'apparition d'une nouvelle phase du capitalisme post-industriel marquée par un processus de financiarisation et le passage vers une nouvelle configuration dite post-industrielle du capitalisme. C'est ce que l'on appelle le capitalisme cognitif dans la mesure où la production et le contrôle des connaissances deviennent le principal enjeu de la valorisation du capital. La dynamique du capital repose sur un nouveau « système d'accumulation », cad la dynamique de la transformation économique et sociale de la société. Ce nouveau système d'accumulation est fondé sur « la connaissance et la créativité » et non plus sur « les machines et l'organisation du travail.

- Le courant de « l'économie fondée sur la connaissance » (EFC) = approche du courant néolibéral. **L'entreprise joue désormais un rôle central dans l'EFC**. Grâce aux TIC, l'entreprise devient un espace de formalisation, de codification et d'usage des connaissances initialement tacites ou attachées à la personne. En captant et formalisant ces connaissances, l'entreprise permet de les rendre plus aisément reproductibles et utilisables pratiquement indépendamment de leur détenteur.

• **2^{ème} pôle : les FINANCES : montée et domination du capitalisme financier**

- Si le XIX^{ème} siècle avait été dominé par les grandes familles d'entrepreneurs, majoritaires au sein des premières Sociétés Anonymes, la montée en puissance de la concentration dans une concurrence toujours plus forte dès la fin du XIX^{ème} siècle a entraîné la naissance du « **capitalisme managérial** » : les SA connaissent un capital relativement dispersé en de nombreux actionnaires, assurant la « main visible des managers ». Nommés par les actionnaires, les

¹² Source : *Hommes et commerce, Association des Diplômés des HEC, août-septembre 2012*, cité dans Manuel Nathan, id, p.246

¹³ D'après Jean-Pierre Bouchez, Bernard Ramanantsoa, *L'Economie du savoir : ses composantes, ses dynamiques et ses enjeux*, L'Harmattan, 2012.

managers sont en charge de la stratégie de l'entreprise. Ce modèle de gouvernance atteint son apogée entre 1945 et les années 1970.

- Mais avec la stagnation des profits des entreprises dans les années 1970, la « bonne gouvernance » est en définitive interprétée comme celle qui assure le meilleur contrôle au moindre coût. **Durant la décennie 1980**, au nom de l'efficacité liée aux droits de propriété, les courants néolibéraux justifient **le retour en force d'une gestion de l'entreprise par l'actionnaire aux dépens de dirigeants « visibles »** dans un univers de plus en plus globalisé et interdépendant. Ces « nouveaux propriétaires » ne sont plus majoritairement des familles, mais à présent – au moins pour les firmes cotées – des **investisseurs institutionnels** (fonds de pension, fonds mutuels ou fonds communs de placement et fonds spéculatifs), qui ont ainsi vu leur pouvoir se renforcer à travers de nouvelles règles de gouvernance (corporate governance), conduisant à un contrôle potentiellement accru des dirigeants (managers). Mais certains de ces investisseurs n'ont plus de logique industrielle. **La primauté accordée à la rentabilité des investissements** conduit à ne sélectionner que les projets les plus rentables voire à une spéculation risquée sur les marchés en mobilisant des outils sophistiqués. **Cette nouvelle ingénierie financière devient ainsi elle-même une industrie fondée sur les connaissances.**

● 3^{ème} pôle : les « technologies numériques de l'intellect » (TNI)

- Définition : initié par les travaux de l'anthropologue Goody (2000), le concept de TNI doit s'entendre au sens large. Il s'agit de **tous les outils que les agents utilisent pour augmenter nos capacités cognitives** : augmentation du savoir mais aussi compilation et classement du savoir ; transmission des informations ; approfondissement des connaissances ; constructions des outils de la réflexion (argumentation, concepts, notions) etc.

- ✓ Sur le plan historique, les T.D.I. sont l'écriture, l'alphabet, le volumen, le codex, l'imprimerie, les machines (à compter, à écrire, etc.), les ordinateurs et l'Internet. Il faudrait y adjoindre également de nombreux autres dispositifs, tels ceux associés à l'univers de l'invisible et de l'espace lointain (microscope et télescope), aux instruments d'écriture manuelle (du calame au stylo à bille).
- ✓ Les compilations et les dispositifs d'accumulation du savoir sous leurs diverses formes (archives, traités, bibliothèques sous toutes leurs formes, du rassemblement des tablettes jusqu'aux bibliothèques numériques).
- ✓ Les outils ayant contribué à modeler et à affiner au plus juste la carte du monde, en particulier lors des voyages et expéditions maritimes (notamment les « grandes découvertes » du XV^e siècle) avec le sextant et de l'abaque.

-**Les Technologies Numériques de l'intellect sont apparues dans les années 1970** avec le temps des « grands systèmes» (années 1970), le temps de la décentralisation et des ordinateurs personnels (années 1980), l'arrivée de l'Internet (années 1990), et enfin du Web 2.0 et des **technologies collaboratives (depuis 2000)**. Ces dernières générations de TNI contribuent à accroître l'interactivité, favorisent le partage des connaissances et l'innovation. Cette phase s'est prolongée en pénétrant depuis les années 2010 dans la quasi-totalité des sociétés du CAC 40 (mais également un certain nombre de P.M.E.), sous forme de réseaux sociaux d'entreprise (R.S.E.). Ils constituent une excroissance naturelle de l'Intranet et génèrent de multiples communautés professionnelles actives, contribuant largement à alimenter ce processus de gestion des connaissances. Ces nouvelles pratiques conduisent à remettre singulièrement en cause les pratiques de management traditionnelles.

● 4^{ème} pôle : les « effets d'agglomération », cad l'enjeu de la territorialité. Le terme d'« économies d'agglomération» est d'usage récent, caractérisé en premier par Marshall (dès 1900) et Jacobs (vers 1960). Il renvoie à l'idée d'une proximité d'acteurs intensifs en connaissance ou en créativité au sein d'un même espace constituerait un terreau fertile favorable à l'accroissement des échanges cognitifs et économiques, susceptible de générer la création de nouveaux savoirs et de développer l'innovation. Les « effets d'agglomération » seraient ainsi caractérisés par des rendements croissants. C'est Robert Lucas (théoricien de la croissance endogène) qui popularise les « effets d'agglomération » dans les années 1990.

→ C'est donc l'interaction entre les trois premiers pôles qui assure la dynamique de l'économie du savoir. En effet, les trois premiers pôles composent en effet un « système » et se nourrissent mutuellement. Le quatrième pôle, lié aux « économies d'agglomérations », constitue une sorte de socle ainsi que l'espace d'attraction et de mobilisation des activités exercées par des professionnels détenant des compétences expertes et/ou du talent et par des organisations intensives et/ou créatives en connaissances.

B/ LA TROISIEME REVOLUTION INDUSTRIELLE : OU EN EST-ON ?¹⁴

1/ Des effets certains mais encore limités sur la productivité de l'utilisation généralisée des TIC dans les pays développés

● Après une longue période de croissance continue, **la diffusion des TIC comme facteur de production semble s'être stabilisée depuis le début des années 2000 dans les principaux pays développés**. En effet, entre 1990 et 2000, la contribution des TIC à la croissance économique passe surtout par **une augmentation de l'intensité capitalistique en TIC** qui s'explique par **la baisse régulière du prix des TIC** sur cette décennie, permettant aux agents de s'équiper d'années en années en matériels dont les performances productives sont croissantes.

● Cependant, depuis les années 2000, la stabilisation des TIC comme facteur de production au cœur de la dynamique de la croissance pose deux grandes questions :

- Comment expliquer une diffusion des TIC comme facteur de production aussi inégale entre les pays aux grandes économies développées ? Les Etats-Unis sont toujours en avance sur les pays de la zone euro et du Royaume-Uni. Deux explications majeures :

- Le facteur principal : le niveau d'éducation moyen de la population en âge de travailler et les rigidités sur les marchés des biens et du travail
- Un facteur secondaire : les spécificités culturelles qui peuvent aussi influencer la diffusion des TIC dans l'appareil productif. Elle est ainsi très liée à l'équipement personnel des ménages en TIC.

→ Conséquence : un tel constat semble appeler des réformes structurelles ambitieuses pour relancer la diffusion des TIC dans l'appareil productif, surtout dans la zone euro où la croissance est atone.

- Assiste-t-on à l'épuisement des gains de performance productive des TIC ? Ce constat est à rapprocher du ralentissement d'une baisse des prix des TIC. Les investissements en TIC servent à remplacer à valeur constante mais à performance toujours en hausse des TIC obsolètes.

2/ Stagnation séculaire ou nouvelle vague de croissance ?

a/ Les gains de productivités : un enjeu central pour les sociétés pour qu'elles puissent financer les grands défis à venir

● La croissance de la productivité est un enjeu central pour les sociétés car **elle est le principal vecteur de l'augmentation du niveau de vie par habitant**. Des gains de productivité faibles de façon durable entraîneront d'importantes difficultés pour les sociétés développées à faire face aux grands défis, notamment le vieillissement de la population, désendettement des Etats, soutenabilité environnementale de la croissance, réduction des inégalités et transition écologique. En somme, **de faibles gains de productivité rendraient impossible le financement de ces défis**, pouvant se traduire par de fortes tensions économiques, sociales et donc politiques.

● L'idée d'une stagnation séculaire a été reprise récemment pour caractériser les analyses économiques qui évoquent une croissance pouvant être durablement faible du fait d'une insuffisance de la demande et de l'offre (enjeu d'une trappe à faible croissance). Cependant, la perspective d'une nouvelle révolution numérique et donc la relance de la productivité relancent les débats. Deux sources de gains de productivité seraient à venir :

- une nouvelle accélération des gains de performance des TIC (puce 3D, l'informatique quantique ou encore l'intelligence artificielle)

- une extension de l'utilisation des performances existantes des TIC dans de nombreux domaines d'activités économiques. Elle exige du temps. C'est ce qui expliquerait le ralentissement dans les progrès de productivité induits par la 3^{ème} révolution industrielle : il y a un décalage entre la phase de création-installation des nouvelles technologies et la phase d'un déploiement dans toute l'économie. Cette transition impose de nombreux changements des institutions et des processus de production et de management.

→ Attention, il reste très difficile d'anticiper les bouleversements économiques que l'économie numérique va induire dans l'activité productive et dans les modes de vie. Les analyses économiques et historiques appellent à la prudence.

b/ La révolution numérique et l'emploi

● La révolution numérique au cœur des gains de productivité espérés soulève de **fortes inquiétudes** sur le plan de l'emploi :

- sur le plan quantitatif : la progression des technologies dans l'appareil productif va réduire la quantité de travail et d'emplois en raison des gains de productivité qui leur sont associés.

- sur le plan qualitatif : on assisterait à une polarisation des emplois. Les emplois intermédiaires vont baisser dans l'emploi total pour céder la place soit à des emplois peu qualifiés et peu rémunérés, soit au contraire, des emplois

¹⁴ Source, d'après A. Bergeaud, G. Cette, R. Lecat, *Le bel avenir de la croissance, leçons du XX^{ème} siècle pour le futur*, Odile Jacob, 2018, chapitres 6, 7, 8.

fortement qualifiés et mieux rémunérés. La structure même de l'emploi serait également modifiée avec une baisse du travail salarié au profit d'un travail indépendant en raison d'une mise en relation de plus en plus directe avec la clientèle via des plateformes numériques. Cela poserait alors l'enjeu des garanties et des protections sociales des travailleurs adossées largement au travail salarié depuis 1945 (enjeu de « l'ubérisation » de l'économie).

• Des éléments de réponse encourageants sont apportées par les analyses historiques et économiques :

- Sur le plan quantitatif, les grandes révolutions technologiques historiques ont permis une extraordinaire augmentation du niveau de vie économique moyen et une réduction de la durée moyenne de travail (quasiment de moitié depuis la fin du XIXème siècle). L'émergence d'innovations, facteurs de gains de productivité importants, ont entraîné une forte extension de la sphère de consommation des ménages. L'apparition de nouveaux produits et services ont donc été créateurs de nombreux emplois nouveaux, se substituant aux emplois détruits par les gains de productivité. Cette logique avait déjà été analysée par Alfred Sauvy qui parle de « déversement ». Il soulignait la disparition de professions souvent peu gratifiantes (porteurs d'eau des rues de Paris au XIXème siècle, poinçonneur dans les transports au XXème siècle) contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de travail.

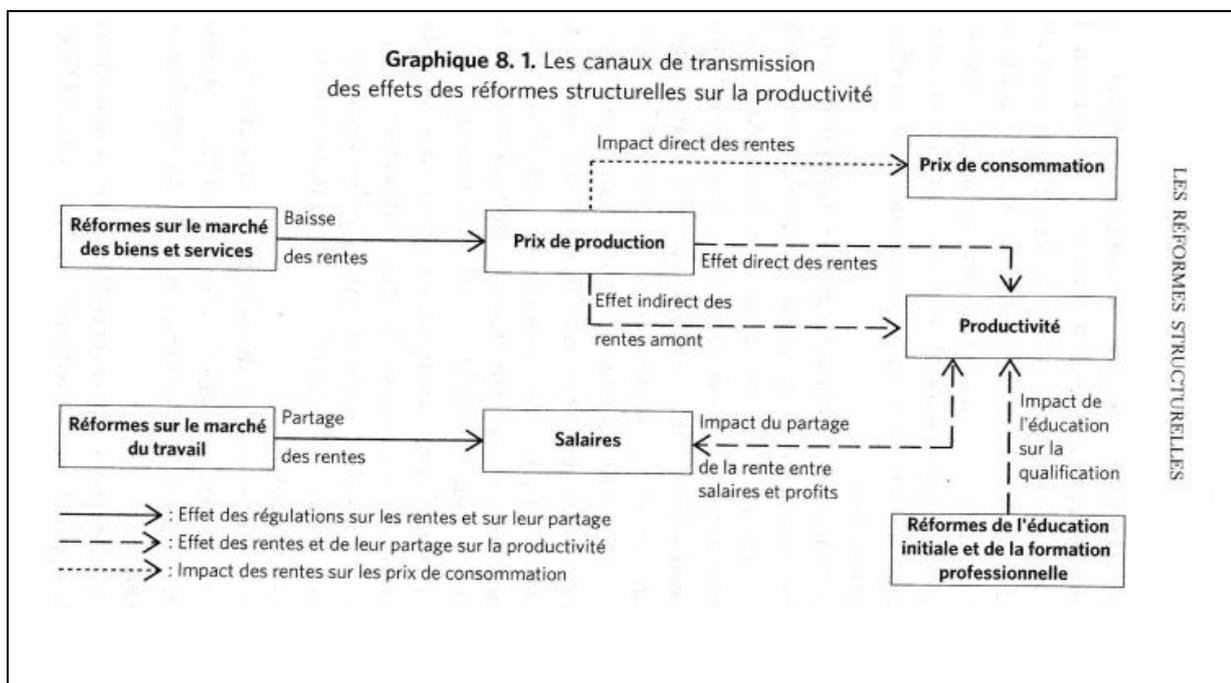
→ Ainsi, plus que la peur d'une destruction d'emplois et de sa polarisation, l'enjeu principal repose sur la **TRANSITION**, cad la capacité à donner de nouvelles qualifications aux actifs dont les emplois seraient menacés par la révolution numérique en cours. Ce « reversement » des emplois menacés vers d'autres emplois en pleine expansion impose des systèmes de formation professionnelle performants et dynamiques ainsi que la suppression de nombreux freins à la mobilité professionnelle. **ATTENTION**, une incertitude majeure nuance ce propos : il est très difficile de connaître la nature exacte des professions qui vont émerger de cette révolution numérique et donc d'anticiper l'offre de formation.

-Sur le plan qualitatif et donc la polarisation de l'emploi : on constate une polarisation des SALAIRES qui correspond à une baisse de la part relative des rémunérations médianes et à l'augmentation de la part relative des rémunérations les plus basses et les plus élevées. Cette polarisation des salaires est expliquée par le développement de l'économie numérique. Cette polarisation sur les salaires ne se retrouve pas sur les niveaux des diplômes. La part relative des diplômes les plus bas diminue régulièrement, comme si on assistait à une déconnexion entre certains niveaux de formation et les gains salariaux associés (pour les salaires les plus bas).

- Sur le changement de nature du travail et l'enjeu de l'ubérisation de l'économie entraînant une dégradation des garanties et des protections sociales des travailleurs : dans les faits, la part de l'emploi non salarié dans l'emploi total a tendance à reculer dans les économies les plus développées depuis les années 2000. Il progresse seulement pour les emplois peu qualifiés (livraison à domicile, transport urbain) ou au contraire pour les emplois très qualifiés spécialisés dans les secteurs du conseil et d'assistance technique aux entreprises et aux ménages. Il n'y a donc pas une « ubérisation » totale de l'économie.

3/ La nécessité d'accompagner la révolution numérique par des réformes structurelles

• Définition : les réformes structurelles sont des politiques économiques visant à élever de façon durable le niveau soutenable du PIB et/ou de l'emploi. (graphique, op. cité, page 141).



● Dans les pays développés, les réglementations concernant les produits manufacturés sont très réduites. En revanche, elles sont importantes dans les activités de services et de réseaux, notamment en France, l'un des pays de l'OCDE les plus régulés et où donc les possibilités de réformes structurelles sont les plus importantes. Ce sont surtout les professions réglementées qui sont au cœur des nombreux rapports de réformes¹⁵. La protection de certaines professions a pour objectif de protéger les entreprises et les emplois existants en limitant l'entrée de concurrents mais à terme, cette stratégie n'est pas efficace. Ces secteurs connaissent moins d'innovation, moins de création de produits, moins de productivité, des prix plus élevés. L'objectif est d'adapter les réglementations qui protègent ces secteurs afin de réduire notamment les barrières d'entrée tout en préservant le consommateur en lui assurant la meilleure qualité au prix le plus bas.

● Ces réformes visant à abaisser les réglementations anticoncurrentielles se heurtent à de très fortes résistances, impliquant pourtant une minorité d'individus mais très bien organisés. Les difficultés à mettre en œuvre les réformes structurelles sont nombreuses mais on peut citer les principales :

- **Le refus des réformes** des professions réglementées visant à abaisser les barrières à l'entrée qui les exposeraient à davantage de concurrents, leur faisant perdre leur situation de rentes.

- **La capacité d'opposition des professions réglementées** : fort pouvoir de nuisance ou lobbying intensif auprès des parlementaires parmi lesquels ces professions réglementées sont surreprésentées.

- **Le risque politique** : les réformes n'auront un effet favorable sur la production et la productivité que lentement alors que les élections se jouent sur le court terme. Exemple : en Allemagne, les réformes structurelles de Gerhard Schröder au début des années 2000 (Allemagne) et la perte des élections en 2005 au profit d'Angela Merkel qui n'a absolument pas remis en cause les réformes et qui, au contraire, a bénéficié de leurs effets.

- **Les représentations erronées de l'économie et de son fonctionnement de la part des agents**. Les agents ont le sentiment que les réglementations et l'intervention publique sont « a priori » protectrices pour les travailleurs et bénéfiques pour une croissance inclusive. Cette conviction crée culturellement une forte opposition aux réformes structurelles qui abaissent les barrières anticoncurrentielles.

- L'existence d'une « culture de classes »¹⁶, réfractaires à l'idée d'accords gagnants-gagnants pour les entreprises et les salariés. C'est même tout le contraire : des entreprises qui trouveraient un intérêt à un changement serait vu comme ne contre-partie des travailleurs lésés...et inversement si des réformes seraient favorables aux salariés, le patronat se verra lésé. Le problème est que les réformes structurelles sont perçues comme étant des changements uniquement favorables aux entreprises et non aux salariés.

→ Si les gains attendus des réformes structurelles sont économiques et sociaux, les obstacles à leur mise en œuvre sont politiques et électoraux. Aucune stratégie de réforme universelle, importée n'est possible. Il est nécessaire d'adapter les réformes à chaque pays, en tenant compte du climat social, et en accompagnant ces réformes d'une forte pédagogie afin d'obtenir au moins le soutien des « gagnants », généralement majoritaires.

¹⁵ Le plus ancien date de 1960, rapport Armand-Rueff ; rapport Pierre Cahuc et Francis Kramarz en 2004 ; rapport Camdessus en 2004 ; commission présidée par Jacques Attali en 2007 ; second rapport Attali en 2010 ; le rapport AR1960 en 2015.

¹⁶ Cette « culture de classes » est approchée par deux symptômes : le résultat d'enquêtes auprès de dirigeants économiques de sociétés internationales concernant la qualité de la coopération entre employeurs et salariés ; le nombre de jours de travail perdus en raison des grèves et des arrêts de travail.